CEB INFO
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

N°1 - 2014
Trimestriel / Quarterly



Assurer la continuité des investissements sociaux : la nouvelle Facilité de financement du secteur public de la CEB

Ensuring continuity of social investments: the CEB's newly-introduced Public Sector Financing Facility

Sommaire

Contents

CEB INFO

	Page
Édito du Gouverneur	**3**
Activité prêts/projets	**4**
Approbations au 31 mars 2014	4
Première utilisation de la Facilité de Financement du secteur Public en faveur de la République slovaque	6
Préparer Istanbul à la menace d'un grave séisme : le projet ISMEP	8
Aider l'éducation physique et sportive dans "l'ex-République yougoslave de Macédoine"	10
Le Compte espagnol pour la cohésion sociale (SCA) : un soutien accru aux projets de la CEB	12
Prospective	**14**
Une publication de la CEB : "Ageing populations in Europe: challenges and opportunities for the CEB"	
Activités financières	**16**
Émissions de la CEB au 31 mars 2014	
Approbation des comptes 2013	
Responsabilité d'entreprise	**18**
Donner corps aux valeurs internes de la CEB	
Responsabilité sociale d'entreprise	
Ressources humaines	**20**
Agenda	**20**
Principaux événements à venir	
Publications	**20**

	Page
Editorial by the Governor	**3**
Loans/projects activity	**5**
Approvals as at 31 March 2014	5
First use of the Public Sector Financing Facility in favour of the Slovak Republic	7
Preparing Istanbul for the threat of a major earthquake: the ISMEP project	9
Supporting physical and sports education in "the former Yugoslav Republic of Macedonia"	11
The Spanish Social Cohesion Account (SCA): providing increased support to CEB projects	13
Future trends	**15**
A CEB publication: "Ageing populations in Europe: challenges and opportunities for the CEB"	
Financial activities	**17**
Issuance of the CEB at 31 March 2014	
Approval of the accounts for 2013	
Corporate responsibility	**19**
Fleshing out the CEB internal values	
Corporate social responsibility	
Human resources	**20**
Calendar of events	**20**
Major upcoming events	
Publications	**20**

Crédits photos :
Couverture : © Ingram
© Drivepix - Fotolia.com, phothèque CEB

Édito du Gouverneur
Editorial by the Governor



Rolf Wenzel

Cher lecteur,

L'augmentation rapide du vieillissement de la population en Europe est une tendance démographique qui a d'importantes ramifications sociales et économiques dans les pays membres de la CEB. Un article dans cette édition est consacré à ce thème, et une étude approfondie est également disponible sur notre site web. Consciente de la nécessité de faire face aux défis liés au phénomène du vieillissement, la CEB a jusqu'à présent consenti des prêts à hauteur de € 1,3 milliard au total en faveur des populations âgées, et continuera à soutenir des projets bénéficiant à ce groupe de personnes vulnérables.

Dans ce numéro, vous trouverez également des informations sur les projets approuvés au cours du premier trimestre 2014 pour un montant total de € 903 millions. 85% de ce montant est en faveur des pays cible de la CEB.

Depuis le début de la crise, le soutien aux micros, petites et moyennes entreprises (MPME) se retrouve au cœur des activités de prêt de la CEB et constitue désormais l'une de nos quatre lignes d'action sectorielle. Au premier trimestre 2014, la Banque a approuvé des prêts à hauteur de € 258 millions en faveur des MPME en Pologne et au Monténégro.

Concernant le prêt de € 150 millions récemment accordé à la République slovaque pour améliorer son infrastructure publique, c'est la première opération financée par la CEB dans le cadre de la nouvelle Facilité de financement du secteur public (FFP). La FFP jouera dorénavant un rôle important pour assurer le flux ininterrompu de fonds dans des investissements sociaux publics dont le financement est principalement d'origine budgétaire.

Je me réjouis du fait que les efforts entrepris depuis l'année dernière pour accroître la transparence et l'efficacité aient commencé à porter leurs fruits. Le projet des valeurs internes actuellement en cours et les nouvelles directives pour la passation des marchés internes, ainsi que la publication de notre Rapport annuel sur la responsabilité sociale d'entreprise, font partie des résultats concrets de ces efforts.

Finalement, le Conseil de direction a approuvé le 4 avril 2014 le Rapport du Gouverneur 2013, y compris les états financiers de la CEB pour l'année. Comme les chiffres clés le montrent, la Banque maintient sa solidité financière : en 2013 son résultat net s'est élevé à € 111 millions, 38 nouveaux projets pour un montant total de € 2,3 milliards ont été approuvés, et les capitaux propres de la CEB ont augmenté de 9% passant à € 2,5 milliards.

Dear Reader,

The rapid increase in Europe's ageing population is a demographic trend with major social and economic ramifications in CEB member countries. A feature in the current issue is devoted to this subject, on which a comprehensive study is now available on our website. Aware of the need to address the challenges related to the ageing phenomenon, the CEB has thus far financed loans totalling € 1.3 billion in favour of elderly populations, and will continue to support projects benefiting this vulnerable group.

In this CEB Info issue you will also find information on projects approved so far this year, amounting to a total of € 903 million. It is worth noting that 85% of that amount is in favour of target group countries.

Since the crisis broke out, the support of micro, small and medium-sized enterprises (MSMEs) has been at the heart of CEB lending activity and is now one of our four sectoral lines of action. In the first quarter of 2014 the Bank approved loans totalling € 258 million in favour of Polish and Montenegrin MSMEs.

As for the recently-approved € 150 million loan aimed at improving public infrastructure in the Slovak Republic, this is the first operation financed by the CEB within the framework of the new Public Sector Financing Facility (PFF). As of this year, PFF will have an important role to play in ensuring the steady flow of funds in public social investments with budget-based funding.

I am pleased that efforts undertaken since last year to increase transparency and efficiency have started to bear fruit. The ongoing Internal Values project and the new Guidelines for Internal Procurement, in addition to the release of our Annual Report on Corporate Social Responsibility, are among the tangible results of those efforts.

Lastly, the Governing Board approved on 4 April 2014 the Report of the Governor 2013, including the CEB's financial statements. As key figures show, the Bank remains financially sound: in 2013 net profit was € 111 million, 38 projects worth € 2.3 billion were approved, and equity increased by 9% to € 2.5 billion.

Approbations au 31 mars 2014

Dix demandes de prêt, à hauteur de **€ 902,8 millions,** ont été approuvées par le Conseil d'administration de la CEB au cours du premier trimestre 2014. Huit de ces demandes, soit près de **85%** du montant total des approbations, concernent les pays du groupe cible.

Ces projets sont distribués sur les quatre lignes d'action sectorielle de la Banque, ce qui reflète l'effort de diversification des opérations de la CEB et la variété des besoins sociaux auxquels il est ainsi répondu. Le détail est présenté ci-après.

Soutien aux micros, petites et moyennes entreprises (MPME) : € 258 millions

La CEB s'efforce de lever le verrou de l'accès au crédit pour permettre aux MPME, qui sont des acteurs essentiels à l'emploi et à la croissance économique, de réaliser leurs investissements productifs.

En ce début d'année 2014, la Pologne, via Europejski Fundusz Leasingowy, PKO Leasing S.A. et Raiffeisen Bank Polska S.A. s'est vu accorder trois prêts pour des montants respectifs de € 130 millions, € 50 millions et € 70 millions. Le Monténégro, via Société Générale Monténégro, a également bénéficié d'un prêt de € 8 millions destiné au financement de MPME sur l'ensemble du territoire.

Gestion de l'environnement : € 258 millions

Fidèle à ses priorités statutaires, la CEB demeure très présente dans le financement de projets de prévention et de réparation des catastrophes naturelles.

Lors de ce premier trimestre, la CEB a accordé un nouveau prêt de € 250 millions à la Turquie en faveur du projet ISMEP, vaste programme de protection de la population d'Istanbul face aux effets dévastateurs d'un séisme de grande envergure dont la menace reste très présente. Un prêt de € 8 millions a par ailleurs été accordé à la Serbie afin de réparer les dégâts causés par le tremblement de terre de Kraljevo en novembre 2010, ce qui passe par la démolition de bâtiments endommagés et la reconstruction de nouveaux immeubles.

Renforcement de l'intégration sociale : € 194,5 millions

L'accès au logement, notamment des plus défavorisés, participe du renforcement de la cohésion sociale qui est au cœur de la mission de la Banque.

La CEB apporte ainsi son soutien au développement du parc de logements sociaux destinés aux populations les plus modestes de Belgique, à travers un prêt de € 100 millions au Fonds du Logement des familles nombreuses de Wallonie, ce qui permettra le financement de 1 500 prêts hypothécaires réservés exclusivement aux ménages à bas revenus.

Un prêt de € 150 millions a également été accordé à la République slovaque dans le cadre de la nouvelle Facilité de Financement du secteur Public (FFP) introduite par le Plan de développement 2014-2016, dont près des deux-tiers, soit € 94,5 millions, seront consacrés au financement de la rénovation de logements sociaux.

Soutien aux infrastructures publiques à vocation sociale : € 192,3 millions

Santé, éducation, infrastructures administratives et judiciaires : chacun des trois secteurs d'intervention rattachés à cette ligne d'action a fait l'objet de prêts approuvés par le Conseil d'administration lors du premier trimestre à travers : un prêt de € 97 millions en faveur de "l'ex-République yougoslave de Macédoine" pour contribuer au financement de l'ambitieux projet de modernisation des services de santé du pays, dont la rénovation du Centre Clinique "Mère Teresa" de Skopje et de l'Hôpital Clinique Régional de Shtip ; un prêt de € 55,5 millions représentant un peu plus du tiers de la nouvelle FFP mentionnée supra pour le financement de la construction d'établissements d'enseignement allant du primaire au supérieur en République slovaque ; un prêt de € 39,8 millions à la Société Générale, pour le financement d'un projet de construction de deux nouvelles prisons en France, l'une à Riom et l'autre à Valence, permettant ainsi d'améliorer les conditions de détention conformément aux normes européennes.

Loans-projects activity

Approvals as at 31 March 2014

Ten loan applications, amounting to a total of € 902,8 million, were approved by the CEB's Administrative Council during the first quarter of 2014. Eight of the applications, representing almost 85% of the total amount of all approvals, concerned countries in the target group.

These projects break down across the Bank's four sectoral lines of action, reflecting both the efforts undertaken to diversify the CEB's operations and the great variety of social needs to which these operations respond. Details of the projects are presented below.

Support for micro, small and medium-sized enterprises (MSMEs): € 258 million

The CEB strives to facilitate access to credit in order to enable MSMEs, which are vital actors in employment and economic growth, to carry out productive investments.

At the beginning of 2014, Poland was granted three loans, via Europejski Fundusz Leasingowy, PKO Leasing S.A. and Raiffeisen Bank Polska S.A., worth € 130 million, € 50 million and € 70 million respectively. Montenegro also received a loan worth € 8 million, via Société Générale Monténégro, aimed at financing MSMEs throughout the country.

Managing the environment: € 258 million

Faithful to its statutory priorities, the CEB remains very active in the financing of projects on prevention and reconstruction within the context of natural disasters.

In the first quarter of the year, the CEB granted a new loan of almost € 250 million to Turkey for the ISMEP project, a vast programme to protect the population of Istanbul against the devastating effects of a major earthquake, the threat of which remains very real. A loan worth € 8 million was also granted to Serbia in order to repair the damage caused by the earthquake in Kraljevo in November 2010; this will include the demolition of damaged buildings and the construction of new buildings.

Strengthening social integration: € 194.5 million

Access to housing, notably for the least privileged sections of the population, contributes to strengthening social cohesion, which is central to the Bank's mission.

The CEB is therefore lending its support to developing social housing for low-income populations in Belgium, by means of a loan worth € 100 million to the "Fonds du Logement des familles nombreuses de Wallonie". The loan will provide financing for 1500 mortgage loans reserved exclusively for low-income families.

A loan worth € 150 million was also granted to the Slovak Republic within the framework of the new Public Sector Finance Facility (PFF) introduced in the Development Plan for 2014-2016. Almost two thirds of the loan amount, representing € 94.5 million, will be devoted to financing the renovation of social housing.

Support for public infrastructure with a social vocation: € 192.3 million

Heath, education, administrative and judicial infrastructure - the Administrative Council approved loans involving each of these three sectors of action during the last quarter. These include a loan of € 97 million in favour of "the former Yugoslav Republic of Macedonia" in order to contribute to financing the ambitious project of modernising the country's health service, including the renovation of the "Mother Teresa" Clinical Centre in Skopje and the Regional Clinical Hospital in Shtip; a loan worth € 55.5 million, representing a little more than one third of the new PFF mentioned above, to finance the construction of educational establishments ranging from primary to higher education in the Slovak Republic ; a loan totalling € 39.8 million to Société Générale, to finance a project involving the construction of two prisons in France, one in Riom and the other in Valence, thereby improving conditions of detention in compliance with European standards.

Première utilisation de la Facilité de financement du secteur public en faveur de la République slovaque

Lors de sa réunion de mars 2014, le Conseil d'administration a approuvé la première opération de la Banque dans le cadre de la nouvelle Facilité de financement du secteur public (PFF), conçue pour aider les États membres à couvrir les déficits de financement temporaires du secteur public et leur permettre ainsi de maintenir le cap des programmes de réforme et des investissements entrepris dans les secteurs d'intervention de la CEB. Le prêt approuvé au titre de cette première PFF se monte à € 150 millions et bénéficiera aux habitants de la République slovaque au sein des secteurs Logement social et Éducation de la CEB.

En République slovaque, le parc de logements est détenu à moins de 3% par les communes et l'État, ce qui est peu. Comme dans beaucoup d'autres pays, le logement en propriété privée est généralement destiné aux ménages à revenu intermédiaire et à revenu élevé, tandis que le niveau des prix constitue un obstacle sur le marché locatif public et privé, de taille relativement limitée. La priorité du gouvernement slovaque est d'améliorer la qualité et d'augmenter la disponibilité du parc, que ce soit en incitant à la modernisation et la réhabilitation des logements existants ou en favorisant l'acquisition de maisons individuelles et d'immeubles résidentiels neufs. Dans le même temps, depuis l'éclatement de la crise, la part du budget de l'État consacrée au logement diminue progressivement.

Dans le secteur de l'éducation, l'État finance essentiellement les écoles primaires et secondaires, ainsi que les établissements d'enseignement supérieur. Ici aussi, la dégradation de la situation macroéconomique a affecté les moyens disponibles pour promouvoir l'investissement. En effet, la dette publique de la République slovaque a plus que doublé, passant de € 18,6 milliards en 2008 (27,9% du PIB) à plus de € 40 milliards (57,7% du PIB) fin 2013.



En se fondant sur la programmation budgétaire de l'État, l'intervention de la CEB devrait favoriser la continuité des investissements sociaux

En conséquence, l'augmentation du coût du capital, conjuguée aux restrictions sur les niveaux d'endettement imposées par la Loi constitutionnelle slovaque sur la responsabilité budgétaire, menace de plus en plus les investissements dans les secteurs sociaux du pays. Dans ce contexte, la CEB a soumis aux autorités nationales une proposition visant à permettre à la République slovaque de poursuivre les projets d'investissement pertinents et nécessaires tout en diversifiant la structure de sa dette, par l'allongement des échéances d'une partie des financements à court terme à des conditions intéressantes.

La facilité qui a été approuvée permettra à la République slovaque d'accéder à des ressources financières à long terme qui ne sont pas immédiatement disponibles sur les marchés de capitaux et de couvrir ainsi des coûts et des dépenses liés à des projets et services publics à fournir à la population. S'agissant du logement, il est prévu que la CEB cofinance ce secteur à hauteur de € 94 millions (sur € 276 millions), sous forme d'aide budgétaire directe et indirecte à des initiatives rigoureusement sélectionnées. Concrètement, le prêt de la CEB permettra d'accorder des prêts concessionnels, des subventions, un soutien à l'épargne-logement et d'autres mesures équivalentes en faveur de populations ciblées, à savoir les personnes à faible revenu et défavorisées. En matière d'éducation, les fonds de la CEB pourraient cofinancer € 83 millions d'investissements éligibles, là aussi rigoureusement sélectionnés sur les € 2,4 milliards de dépenses budgétées par l'État, dans les domaines de l'éducation, du sport et de la recherche-développement. La PFF incitera les autorités slovaques à poursuivre leurs efforts de soutien en faveur de l'investissement dans la construction de nouveaux bâtiments et la réhabilitation d'équipements existants, ainsi que dans des projets de développement des ressources humaines grâce à des subventions pour l'achat de manuels scolaires et d'autres supports pédagogiques.

"**Cette PFF a pour but d'aider les autorités slovaques à financer les dépenses renouvelables**", explique Jan Matuska, responsable de pays. "**En se fondant sur la programmation budgétaire de l'État, notre intervention devrait favoriser la continuité des investissements sociaux dans une période marquée par l'insuffisance des niveaux de financement dans les deux secteurs d'intervention concernés**".

Loans-projects activity

First use of the Public Sector Financing Facility in favour of the Slovak Republic

The March 2014 meeting of the Administrative Council approved the Bank's first operation within the framework of the newly-introduced Public Sector Financing Facility (PFF), designed to assist Member States in covering temporary public-sector financing gaps, thereby helping them stay the course with regard to investments and reform programmes undertaken in CEB's sectors of action. The loan approved under this first PFF amounts to € 150 million and will benefit the people of the Slovak Republic within CEB's Social Housing and Education sectors.

At less than 3% of the total, the share of the Slovak housing stock owned by municipalities and the State is low. As is also often the case in other countries, Slovak housing in private ownership mainly benefits middle and higher income groups, while affordability in the relatively narrow public and private rental markets remains a concern. Qualitative improvements and increased housing stock availability are priorities for the Slovak government, be it via assisting with the modernisation and rehabilitation of existing units or by way of promoting the acquisition of new residential buildings and family houses. At the same time, since the outbreak of the crisis, the State budget's share slated for housing has been gradually declining.

In the education sector, the bulk of State funding is directed at primary and secondary schools as well as higher-education establishments. Here too, means available for investment promotion have been impacted by untoward developments at the macro level, whereby the Slovak Republic's public debt more than doubled, from € 18.6 billion in 2008 (27.9% of GDP) to more than € 40 billion (57.7% of GDP) at the end of 2013.

As a result, the rising cost of capital, coupled with limitations on indebtedness levels imposed by the Slovak Republic's constitutional law on fiscal responsibility, has increasingly put investment in the country's social sectors at stake. Against this backdrop, the CEB approached the national authorities with a proposal aimed at enabling the Slovak Republic to continue pursuing relevant and necessary investment projects, while diversifying its debt structure, with a partial shift from short-term structures to longer tenors at attractive conditions.

Based on the State's budgetary planning, CEB intervention is expected to help promote the continuity of social investments

The approved facility will provide the Slovak Republic with access to long-term financing structures not readily available on capital markets, to cover costs and expenses related to public-sector projects and services expected to be provided to the public. In the housing sector, it is expected that CEB will co-finance € 94 million in carefully selected direct and indirect budget support for the Slovak housing sector amounting to € 276 million. Concretely, CEB's loan proceeds will translate into soft loans, subsidies, support of building-oriented savings and other equivalent measures in favour of targeted low-income and disadvantaged populations. As regards education, CEB's funds could co-finance € 83 million in carefully selected eligible investments falling within the State's budgeted expenditures for education, sport and research and development amounting to € 2.4 billion. PFF will encourage the Slovak authorities to pursue their efforts in supporting investment for the construction of new buildings, the rehabilitation of existing facilities as well as human-resources development projects by way of grants for textbooks and other teaching equipment.

"**This PFF is geared towards supporting the Slovak authorities' recurring expenditures**", explains Country Manager Jan Matuska. "**Based on the State's budgetary planning, our intervention is expected to help promote the continuity of social investments in a context of sub-optimal funding levels in the two sectors of action concerned.**"



Préparer Istanbul à la menace d'un grave séisme : le projet ISMEP

Lors de sa réunion de mars 2014, le Conseil d'administration a approuvé un prêt de € 250 millions à la Turquie, en faveur du Projet de réduction des risques sismiques et de préparation aux situations d'urgence à Istanbul (ISMEP). Il s'agit du deuxième prêt de la CEB pour le projet ISMEP, consécutif à un premier prêt d'un montant équivalent approuvé en 2010, dont 92% ont déjà été décaissés. Cette nouvelle opération figure en bonne place sur le tableau général des interventions de la CEB en Turquie concernant la réponse aux situations d'urgence en cas de catastrophes naturelles ou écologiques et la mise en place d'une action durable en faveur de la prévention des catastrophes et de la réduction des risques, avec presque € 700 millions décaissés depuis 1995.

Le territoire de la Turquie est très exposé au risque de séisme, comme l'a montré le tremblement de terre de 1999 dans la région de Marmara, l'un des plus destructeurs du XXe siècle dans ce pays. Entre 1999 et 2001, la CEB a approuvé des prêts d'un montant total de € 380 millions en faveur de mesures de secours et de reconstruction de logements dans les zones touchées.

Concernant Istanbul, plusieurs études au fil des années ont conclu qu'en raison de sa situation sur la faille nord-anatolienne, cette région métropolitaine est la plus vulnérable du pays. Il est très probable que la ville connaisse un séisme majeur (magnitude de 7,5) au cours des prochaines décennies. Selon les experts, dans la mesure où Istanbul compte 15 millions d'habitants et joue un rôle central dans la vie économique, financière et culturelle du pays, un tremblement de terre de cette magnitude entraînerait des pertes humaines, économiques et environnementales bien plus importantes que celui survenu en 1999 dans la région de Marmara.

C'est pourquoi le projet ISMEP a été lancé en 2005, sous l'égide du gouvernement central et de la préfecture de la province d'Istanbul. Cet instrument stratégique complet vise à prévenir les risques sismiques et à proposer des mesures d'atténuation afin qu'Istanbul devienne progressivement une ville aussi résistante que possible aux grands tremblements de terre. Depuis sa mise en place, ISMEP a acquis une visibilité internationale. Il est considéré comme l'un des projets à grande échelle les plus remarquables dans ce domaine et a reçu une aide financière importante de la CEB, de la BEI et de la Banque mondiale.

Avec ce nouveau prêt, la CEB poursuit les initiatives de prévention et de secours lancées il y a vingt ans

L'objectif global de ce projet est d'améliorer la préparation d'Istanbul à un éventuel tremblement de terre, de sauver des vies et de réduire les répercussions sociales et économiques de ce futur séisme. Plus spécifiquement, son but est de renforcer les infrastructures publiques essentielles de la ville et d'augmenter ses capacités institutionnelles et techniques en matière de gestion des catastrophes et d'interventions d'urgence.

Les fonds du prêt accordé par la CEB en 2010 ont financé la rénovation et la consolidation de 90 écoles publiques, d'une résidence étudiante et des bâtiments administratifs prioritaires, ainsi que diverses études de faisabilité et des campagnes de sensibilisation du public. Le produit du nouveau prêt approuvé devrait permettre de poursuivre ces réalisations, toujours axées sur le renforcement des infrastructures éducatives. Par ailleurs, la CEB contribuera au financement des activités de l'Unité de coordination du projet d'Istanbul, qui assure la gestion du projet ISMEP.

"**Avec ce nouveau prêt, la CEB poursuit les initiatives de prévention et de secours lancées il y a vingt ans dans un domaine extrêmement important pour cet État membre**", indique Elif Timur, responsable de pays en charge de la Turquie. "**Au vu du retentissement international de ce projet et des autres IFI qui l'ont financé, la nouvelle participation de la CEB offre à la Banque une forte visibilité et une exposition positive dans ce domaine d'intervention prioritaire**".



Preparing Istanbul for the threat of a major earthquake: the ISMEP project

At its meeting in March 2014, the Administrative Council approved a loan of € 250 million to the Republic of Turkey, in favour of the Istanbul Seismic Risk Mitigation and Emergency Preparedness Project (ISMEP). This is the CEB's second lending targeting ISMEP, following a first loan approved in 2010 for an equivalent amount, of which 92% has already been disbursed. This new operation also features prominently within the global picture of CEB interventions in Turkey related to responding to emergency situations in the event of natural or ecological disasters and undertaking sustainable action in favour of disaster prevention and risk mitigation, with nearly € 700 million disbursed since 1995.

Turkey's territory is highly exposed to the risk of earthquakes, as last demonstrated by the 1999 tremor in the Marmara region, one of the most damaging to have hit the country over the last century. Between 1999 and 2001, the CEB approved a total lending amount of € 380 million for disaster relief measures and emergency reconstruction of dwellings in the affected areas.

Regarding Istanbul, several studies over the years have concluded that the city's direct location on the North-Anatolian fault makes it the country's most vulnerable metropolitan area. The risk of an earthquake of major proportions (magnitude 7.5) over the next decades is substantial. According to experts involved, given Istanbul's population of 15 million inhabitants and importance to the national economic, financial and cultural life, a tremor of such magnitude would lead to human, economic and environmental losses dramatically higher than following the 1999 Marmara quake.

As a result, the ISMEP project was initiated in 2005, under the aegis of the central government and the governorship of the province of Istanbul, as a

With this new loan, CEB is following through disaster relief and prevention initiatives initiated twenty years ago



comprehensive strategic instrument addressing seismic risk and proposing mitigating measures to gradually transform Istanbul into a city as resilient as possible to a major earthquake. Since its inception, ISMEP has gained international visibility as one of the most prominent, large-scale projects of its kind, and has received substantial financial assistance from the CEB, the EIB and the World Bank.

The overall objective of the project is to heighten Istanbul's preparedness for a potential earthquake, save lives and reduce the social and economic effects of the expected quake. Specifically, the project aims to improve the strength of the city's critical public facilities and enhance its institutional and technical capacity for disaster management and emergency response.

The CEB's funds under its 2010 loan have been invested in the retrofitting and reinforcement of 90 public schools, one student dormitory campus and priority administrative buildings, in various feasibility studies as well as in public-awareness raising campaigns. Proceeds from the newly-approved loan are slated for building on these accomplishments, again focusing primarily on the reinforcement of educational infrastructure. In addition, the CEB will contribute to financing the activities of the Istanbul Project Coordination Unit, which acts as ISMEP's project management entity.

"**With this new loan, the CEB is following through on disaster relief and prevention initiatives initiated twenty years ago, in a field of strong significance for this Member State**", comments Elif Timur, Country Manager in charge of Turkey. "**Given the international echo secured by the project and the other IFI funders, the CEB's extended participation provides the Bank with high visibility and positive exposure in this priority field of action.**"

Aider l'éducation physique et sportive dans "l'ex-République yougoslave de Macédoine"

Ce projet, un prêt de € 14,3 millions au Ministère de l'Éducation et des Sciences, approuvé en 2007, finance essentiellement la construction de nouvelles installations sportives dans les établissements d'enseignement secondaire (€ 12,5 millions) ; le reliquat budgétaire étant dédié au financement de travaux de réhabilitation d'infrastructures scolaires souvent très dégradées. Le projet est articulé autour de trois composantes distinctes : (i) la conception, la préparation, la construction supervisée et l'équipement de 30 installations sportives, (ii) la fourniture d'équipements sportifs pour des infrastructures existantes, (iii) des travaux de réparation urgents dans des établissements dont l'infrastructure scolaire ne s'avère plus aux normes.

Plus largement, la construction d'installations d'éducation physique s'inscrit dans le cadre d'efforts beaucoup plus vastes qui visent à améliorer le système d'éducation dans le pays. Le plan de réforme prévoit notamment de faire passer la durée de l'éducation de base de huit à neuf ans, de rendre l'éducation secondaire obligatoire, de fournir un ordinateur à chaque enfant et de porter le budget de l'éducation aux niveaux européens.

Récemment, en octobre 2013, la CEB a conduit une mission technique de suivi, qui visait à évaluer les progrès réalisés par le projet, y compris les capacités de l'unité de mise en œuvre (*PIU – Project Implementation Unit*) suite au remaniement effectué lors des années précédentes. Pour ce faire, les équipes de la Banque ont rencontré les membres de la PIU ainsi que les représentants des ministères des Finances et de l'Éducation et des Sciences. Elle a également visité six établissements représentatifs du projet.

Dans l'ensemble, le résultat a été jugé satisfaisant, le projet répondant effectivement à des objectifs socio-économiques d'intérêt général. Ainsi, il favorise l'intégration sociale des adolescents en permettant à environ 34 500 étudiants dans tout le pays de bénéficier d'infrastructures éducatives améliorées et dotées d'installations sportives. Outre l'impact positif sur la santé, les investissements réalisés ont contribué à ralentir l'exode rural de familles à la recherche de meilleures conditions d'éducation pour leurs enfants.

Bien sûr, des difficultés subsistent. En particulier la qualité des matériaux utilisés laisse parfois à désirer.

> *La construction d'installations d'éducation physique s'inscrit dans le cadre d'efforts beaucoup plus vastes qui visent à améliorer le système d'éducation dans le pays*

Ceci étant, la structure technique des installations est saine et facile à entretenir. Aucun risque d'impact sur l'environnement n'a été détecté parmi les sites visités. Au contraire, la majorité des travaux de réhabilitation permettra d'améliorer très sensiblement l'efficacité énergétique des bâtiments, notamment par l'installation de meilleurs systèmes d'isolation.

Au total, en plus de la mise à disposition de fonds pour mener à bien une réforme d'envergure dans un contexte économique difficile, la valeur ajoutée apportée par la Banque réside dans son rôle d'assistance et de conseil. Les travaux de rénovation des infrastructures ont été en effet suggérés par la CEB et une phase II de ce projet fait l'objet d'un nouveau prêt qui cible les établissements d'enseignement primaire du pays. Cette deuxième phase, approuvée par le Conseil d'administration de la Banque en mai 2011, se compose de 136 chantiers de rénovation et prévoit la construction de 70 salles de sport dédiées aux élèves sur l'ensemble du territoire. Enfin, compte tenu de l'importance de cette réforme pour "l'ex-République yougoslave de Macédoine" et de ressources budgétaires contraintes, la CEB a également été aux côtés du pays pour l'obtention de deux dons du *European Western Balkans Joint Fund* (EWBJF), qui ont permis de compléter le financement. Un million d'euros a ainsi été consacré à la rénovation de 6 établissements secondaires et deux millions à celle de 10 écoles primaires.



Supporting physical and sports education in "the former Yugoslav Republic of Macedonia"

Approved in 2007, this project consists of a loan worth € 14.3 million to the Ministry of Education and Science, principally to finance the construction of new sports facilities in secondary schools (€ 12,5 million), with the remaining funds devoted to financing rehabilitation work on often very run-down school infrastructure. The project is articulated around three distinct components: (i) the design, preparation, supervised construction and equipping of 30 sports facilities, (ii) the provision of sports equipment for existing infrastructure facilities, (iii) urgent repair work in establishments whose educational infrastructure is no longer up to standard.

More generally, the construction of physical education facilities comes within the framework of much wider efforts aimed at improving the country's education system. The reform plan notably provides for the duration of basic education to be extended from eight to nine years, for secondary education to become compulsory, for each child to be provided with a computer, and for the education budget to be brought up to European levels.

Recently, in October 2013, the CEB conducted a technical monitoring mission aimed at evaluating the progress of the project, including the capacity of the Project Implementation Unit (PIU), following the reshuffle carried out in previous years. To do this, the Bank's teams met with members of the PIU and with representatives from the Ministries of Finance and Education and Science. The mission also visited six project establishments.

The result was deemed globally satisfactory, with the project effectively corresponding to social-economic objectives of general interest. It facilitates the social integration of adolescents by providing some 34 500 students throughout the country with improved

The construction of physical education facilities comes within the framework of much wider efforts aimed at improving the country's education system



educational infrastructure endowed with sports facilities. Over and above the positive impact this has on health, the investments undertaken have contributed to slowing the rural exodus of families seeking better conditions of education for their children.

Naturally, difficulties remain. In particular, the quality of the materials used is not always fully satisfactory. However, the technical structure of the facilities is sound and upkeep is easy. No risk of any environmental impact was detected on any of the sites that were visited. On the contrary, most of the rehabilitation work will make it possible to significantly improve the energy efficiency of the buildings, notably through the installation of improved insulation systems.

In all, in addition to making funds available for carrying through a large-scale reform in a difficult economic situation, the value-added provided by the Bank lies in its assistance and advisory role. The renovation work was carried out on the infrastructure facilities at the CEB's suggestion, and Phase II of the project consists of a new loan targeted this time to the country's primary schools. Approved by the Bank's Administrative Council in May 2011, this second phase comprises 136 renovation projects and provides for the construction of 70 sports halls for pupils throughout the country. Lastly, taking into account the importance of this reform for "the former Yugoslav Republic of Macedonia" and its constrained budgetary resources, the CEB has also worked alongside the country to obtain two grants from the European Western Balkans Joint Fund (EWBJF), thereby completing the project's financing. One million euros has thus been earmarked for the renovation of six secondary schools and two million for the renovation of 10 primary schools.

Le Compte espagnol pour la cohésion sociale (SCA) : un soutien accru aux projets de la CEB

Le Compte espagnol pour la cohésion sociale (SCA) a été créé en 2009 à l'initiative de l'Espagne, qui l'a doté de € 2 millions. Son objectif est de renforcer la valeur ajoutée des projets de la CEB en finançant l'assistance technique, notamment dans les pays cibles de la Banque.

La CEB peut faire appel au SCA pour financer diverses activités relatives à des projets, telles que des études de faisabilité, des spécifications techniques et de conception, une aide à la mise en œuvre ou encore des activités de suivi.

Les ressources du SCA peuvent être utilisées à n'importe quel stade du projet, dans tous les secteurs d'intervention de la CEB et dans tous les pays membres de la Banque. Les projets situés dans les pays cibles sont toutefois prioritaires.

En date d'avril 2014, 13 subventions d'un montant total de € 905 000 ont été approuvées dans le cadre du SCA. Les fonds disponibles pour de nouvelles aides s'élèvent à € 591 000. En 2013, huit subventions ont été approuvées pour un montant total de € 513 000. Elles sont destinées à soutenir l'élaboration de projets de la CEB pour un investissement total estimé à € 195 millions, dont € 123 millions ont pu être financés par des prêts de la CEB.

Les subventions approuvées en 2013 ont permis de diversifier l'aide apportée par le SCA en termes de pays comme de secteurs. La Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, la République slovaque et "l'ex-République yougoslave de Macédoine" bénéficient désormais du soutien du SCA. De même, un certain nombre de nouvelles activités ont vu le jour dans les domaines de la santé, du logement social, du patrimoine culturel et de l'intégration des Roms.

Parmi les activités entreprises ou accomplies en 2013, deux illustrent les avantages du SCA pour la CEB et ses emprunteurs :

- le rapport de faisabilité pour le centre pénitentiaire de Chisinau en République de Moldova (€ 125 000), achevé pendant l'année, a aidé les autorités du pays à mieux définir le projet. Ce rapport leur a également servi de base pour effectuer une demande de prêt de € 39 millions à la CEB, qui a été approuvée par le Conseil d'administration en juin 2013



- l'évaluation d'un projet de santé vaste et complexe dans "l'ex-République yougoslave de Macédoine" (€ 110 000), en cours de réalisation, aide les autorités du pays à affiner la conception du projet et à mieux estimer leurs futurs besoins d'assistance technique. Dans le cadre du même projet, une précédente mission d'assistance technique financée par le SCA a aidé les autorités macédoniennes à élaborer un rapport de faisabilité. Ce rapport a servi de base pour effectuer une demande de prêt de € 97 millions à la CEB, qui a été approuvée par le Conseil d'administration en janvier 2014.

En mars 2014, le représentant espagnol du Conseil d'administration, le Vice-Gouverneur Stratégie de Développement Social et un nombre important de membres du personnel de la CEB ont assisté à la réunion annuelle du SCA. Cette réunion a été l'occasion de dresser le bilan du SCA et de déterminer, en collaboration avec le représentant de l'Espagne, comment améliorer l'appui du SCA aux opérations de la CEB.

Le Plan de développement 2014-2016 de la Banque appelle la CEB à renforcer son aide aux emprunteurs disposant de capacités institutionnelles ou financières limitées. Le but de cette orientation stratégique tient en quelques mots : améliorer la durabilité des projets financés par la Banque. Grâce à son vaste champ d'intervention et à son processus d'approbation simple, le SCA possède les attributs nécessaires pour aider la Banque à atteindre cet objectif.

Apolonio Ruiz-Ligero, Vice-Gouverneur Stratégie de Développement Social, a déclaré : "**Dans un contexte opérationnel difficile, l'aide de l'Espagne est très appréciée par la CEB, en particulier sur la préparation de projets à fort impact social dans les pays cibles.**"

Fiduciary activities

The Spanish Social Cohesion Account (SCA): providing increased support to CEB projects

The Spanish Social Cohesion Account was set up in 2009 on the initiative of Spain, which endowed it with € 2 million. Its purpose is to improve the added value of CEB projects, through the funding of technical assistance, particularly in the Bank's target countries.

The SCA may be used by CEB to finance various project-related activities, such as feasibility studies, design and technical specifications, support for implementation or monitoring activities.

SCA resources may be used at any stage during the project cycle and in all of CEB's sectors of intervention. They may also be used in all CEB member countries. However, priority is given to projects located in CEB target countries.

In April 2014, 13 SCA grants have been approved for a total amount of € 905 000. Funds available for new approvals amount to € 591 000. In 2013, eight SCA grants were approved for a total of € 513 000. These new grants provide support for the preparation of CEB projects representing a total estimated investment of € 195 million, of which € 123 million could be financed by CEB loans.



Grants approved in 2013 diversified the support provided by the SCA in terms both of countries and sectors. Bosnia and Herzegovina, Montenegro, the Slovak Republic and "the former Yugoslav Republic of Macedonia" now benefit from SCA support. Similarly, a number of new activities have been undertaken in health, social housing, cultural heritage and Roma inclusion.

Among activities either undertaken or completed in 2013, two exemplify the benefits of the SCA for the CEB and its borrowers:

- The preparation of a feasibility report for the Chisinau penitentiary centre in Republic of Moldova (€ 125 000), completed during the year, helped Moldovan authorities better define the project. The report also provided them with a basis for a € 39 million CEB loan application, approved by the Administrative Council in June 2013.

- An assessment of a large and complex health project in "the former Yugoslav Republic of Macedonia" (€ 110 000), which is underway, is helping FYROM authorities refine the design of the project and better appraise their future technical assistance needs. For the same project, a previous technical assistance assignment funded by the SCA helped the Macedonian authorities in the preparation of feasibility report. This report served as a basis for a € 97 million CEB loan application, approved by the Administrative Council in January 2014.

In March 2014, the SCA annual meeting was held in the presence of the Spanish Administrative Council representative, the CEB Vice-Governor for Social Development Strategy and an important number of CEB staff. The meeting was an opportunity to take stock of the SCA and identify, jointly with the Spanish representative, how the SCA could better support CEB operations.

The Bank's Development Plan 2014-2016 calls for the CEB to increase its support to borrowers with limited institutional or financial capacity. The aim of this strategic orientation is simple: improve the sustainability of Bank-financed projects. Thanks to its wide scope of intervention and simple approval process, the SCA is well tailored to help the Bank achieve this goal.

Apolonio Ruiz-Ligero, CEB Vice-Governor for Social Development Strategy, stated: "**In the current challenging operational context, the support from Spain is extremely appreciated by the CEB, particularly for the preparation of high social impact projects in target countries.**"

Une publication de la CEB : *"Ageing populations in Europe: challenges and opportunities for the CEB"*

La dernière étude de la CEB (en anglais), intitulée "*Ageing Populations in Europe : Challenges and Opportunities for the CEB*" (Le vieillissement de la population en Europe : défis et opportunités pour la CEB), décrit les activités de la Banque en faveur des populations âgées et vient compléter la série de ses publications existantes[1].

Cette étude aborde l'une des principales tendances démographiques et sociales qui touchent le continent européen : le vieillissement de la population. Selon les prévisions, la proportion de personnes âgées (plus de 65 ans) devrait pratiquement doubler entre 2010 et 2060, passant de 16% à 29% de la population totale des pays membres de la CEB, soit environ 160 millions d'individus. Le rythme et l'ampleur du vieillissement de la population varieront probablement selon les pays membres au cours des prochaines décennies. Pour autant, une tendance générale se dessine : le vieillissement devrait progressivement se déplacer vers l'est au fil du temps.

Conformément à son mandat social, la CEB s'est engagée à relever les défis liés à ce phénomène. À ce jour, la CEB a consenti des prêts à hauteur de 1,3 milliard d'euros en faveur des populations âgées. La spécificité du soutien accordé par la Banque provient du caractère transversal de cette activité couvrant trois secteurs : "la santé", "le logement pour les personnes à bas revenu" et "l'amélioration de la qualité de vie en milieu urbain et rural".

Cette étude est essentiellement prospective. Tout en s'appuyant sur l'expérience de la CEB, son objectif est d'évaluer la demande d'investissements sociaux pour les personnes âgées au cours des prochaines décennies, en particulier dans les secteurs d'intervention et les pays membres de la CEB.

L'une des conclusions de l'étude est que le phénomène du vieillissement devrait induire une demande croissante, quoiqu'hétérogène, de différents types d'infrastructures et services (novateurs) de prise en charge des personnes âgées. Cette demande dépendra probablement des adaptations apportées aux États-providence suite aux restructurations budgétaires et de la modification des préférences sociétales en faveur du "vieillissement chez soi" et des soins à domicile. La diversité croissante des personnes âgées en Europe, en particulier chez les personnes du quatrième âge (plus de 80 ans) et les femmes, pourrait également avoir une influence.

Globalement, la disponibilité, l'accessibilité, à un prix abordable, des infrastructures et des services adaptés aux personnes âgées devraient devenir des facteurs essentiels pour garantir des conditions de vie décentes aux populations âgées. L'étude met l'accent sur le fait que la mise à disposition de tels infrastructures et services devrait être envisagée dans une perspective à plus long terme et tirée par la demande.

En vertu de son mandat et de son expérience, la CEB peut contribuer à répondre à certains de ces besoins. Concernant les opportunités et les implications opérationnelles pour la CEB, l'étude évoque notamment l'intégration croissante des seniors dans les secteurs d'intervention existants. L'adaptation des infrastructures de santé, la mise à disposition de logements et l'adaptation des espaces de vie urbains et ruraux aux besoins des personnes âgées, l'amélioration de l'efficacité énergétique et l'utilisation d'énergies renouvelables dans les infrastructures de prise en charge des personnes âgées ou l'investissement dans l'éducation, la formation continue et les MPME en sont quelques exemples.

L'étude mentionne également la décentralisation de l'organisation et de la prestation des soins aux personnes âgées dans beaucoup de pays européens. De fait, les infrastructures et les services destinés à ces populations sont de plus en plus gérés à l'échelle régionale et municipale, notamment par des partenariats entre les pouvoirs publics, des entités privées et le troisième secteur (ex. des ONG). Dans ce contexte, la CEB pourrait envisager de participer à ces modèles économiques émergents, de manière indépendante ou dans le cadre d'une coopération active avec l'UE, afin de continuer à promouvoir efficacement l'intégration sociale des populations âgées vulnérables.

[1] La CEB a déjà publié quatre études (en anglais) : "*Micro, Small and Medium-Sized Enterprises: CEB Financing and Its Social Value*" (Micro, petites et moyennes entreprises : le financement par la CEB et sa valeur sociale, 2013), "*Financing Social Projects in CEB Target Countries: Achievements and Challenges*" (Le financement de projets sociaux dans les pays cibles de la CEB : réalisations et défis, 2012), "*Sustainable Housing and Urban Development: the CEB's Contribution*" (Logement durable et développement urbain : la contribution de la CEB, 2010) et "*Migration in Europe: the CEB's Experience*" (Les migrations en Europe : l'expérience de la CEB, 2008).

Future trends

A CEB publication: "Ageing populations in Europe: challenges and opportunities for the CEB"

The CEB's activities in favour of elderly populations are described in the Bank's latest technical study "Ageing Populations in Europe: Challenges and Opportunities for the CEB". This study comes to complement the series of previous CEB publications[1].

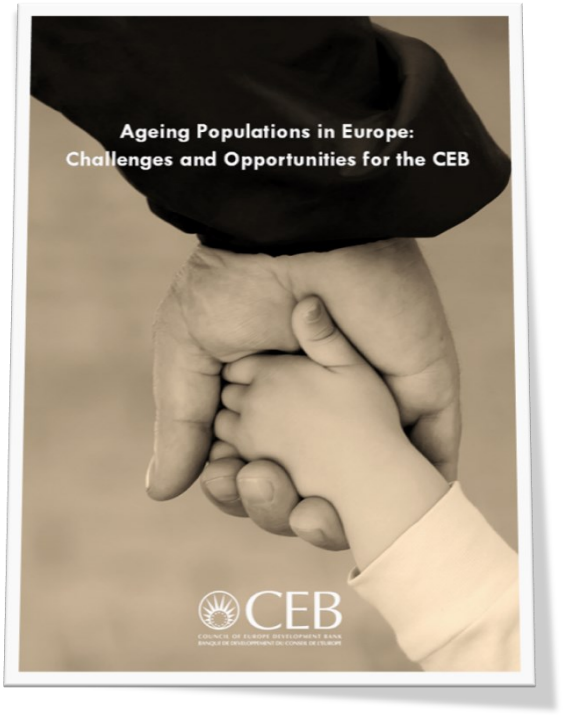
The study tackles one of the most significant demographic and social trends affecting the European continent, that of ageing populations. Between 2010 and 2060, the proportion of old people (65+) is projected to almost double, increasing from 16% to 29% of the total population of CEB member countries, to represent about 160 million individuals. Across CEB member countries, the pace and magnitude of population ageing are likely to vary over the next decades. Nevertheless, a general trend may be observed: the ageing phenomenon is expected to gradually shift eastwards over time.

In line with its social mandate, the CEB is committed to addressing the challenges of this ageing phenomenon. To date, the CEB has financed loans totalling € 1.3 billion in favour of elderly populations. What is particular for the Bank is that this support is a cross-cutting activity covering three sectors: "health", "housing for low-income persons" and "improved living conditions in urban and rural areas".

This study is primarily forward-looking. While building upon the CEB's experience, its purpose is to assess the future demand for social investments for the elderly over the coming decades, particularly in CEB sectors of action and member countries.

One of the findings of the study is that the ageing phenomenon is expected to lead to a burgeoning, yet heterogeneous, demand for different types of (innovative) elderly-friendly infrastructure and services. This demand is likely to depend on the adaptations to welfare states triggered by fiscal restructuring and shifting societal preferences towards "ageing in place" and home care. It could also be affected by the growing diversity among older Europeans, particularly the oldest-old (80+) and women.

Overall, the availability, accessibility and affordability of adequate infrastructure and services for the elderly are expected to become crucial to ensuring the older populations with decent living conditions. The study emphasises that the provision of such infrastructure and services should be carefully considered in a longer-term and demand-driven perspective.



Based on its mandate and experience, the CEB can contribute to addressing some of these needs. Regarding the opportunities and operational implications for the CEB, the study mentions, among others, the "silvering" of the existing sectors of actions, such as adapting health infrastructure, providing housing and adapting urban and rural living spaces to suit the needs of the elderly, enhancing energy efficiency and the use of renewable energy in eldercare infrastructure, and investing in education and lifelong learning and MSMEs.

The study also mentions the decentralisation of the care for the elderly among many European countries. This implies that age-friendly services and infrastructure are increasingly being delivered at regional and municipal levels especially through partnerships between public, private and third sectors (e.g. NGOs). In this context, the CEB could consider participating in these emerging business models, independently or through an active cooperation with the EU, so as to continue effectively promoting social inclusion of vulnerable older populations.

[1] The CEB had previously published four technical studies: "Micro, Small and Medium-Sized Enterprises: CEB Financing and Its Social Value" (2013), "Financing Social Projects in CEB Target Countries: Achievements and Challenges" (2012), "Sustainable Housing and Urban Development: the CEB's Contribution" (2010) and "Migration in Europe: the CEB's Experience" (2008).

Émissions de la CEB au 31 mars 2014

Afin de couvrir les besoins de financement et de maintenir un niveau satisfaisant de liquidités, plusieurs émissions ont été lancées depuis le début de l'année 2014.

La CEB a levé jusqu'à présent un montant total de EUR 1,15 milliard, soit 29% de l'autorisation d'emprunt pour 2014, qui se monte à EUR 4 milliards. Toutes les opérations de financement ont été assorties de swaps de couverture, qui annulent aussi bien le risque de taux que le risque de change.

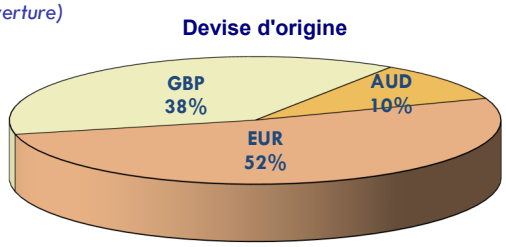
Ce montant a été levé à travers cinq émissions dans quatre devises différentes, dont les échéances s'échelonnent entre 2018 et 2024.

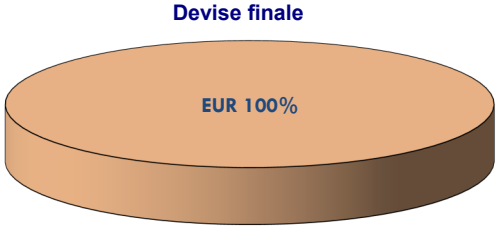
La première émission de 2014 a été lancée en février pour un montant de EUR 500 millions à échéance octobre 2018. Il s'agissait d'une réouverture de l'émission benchmark de EUR 1 milliard lancée en octobre 2013, portant l'encours total à EUR 1,5 milliard. Cette émission en euros a été suivie d'une émission de GBP 300 millions (environ EUR 364 millions au taux de change en vigueur à l'émission) à échéance décembre 2018. La CEB s'est également tournée vers le franc suisse avec une nouvelle émission de CHF 225 millions (environ EUR 184 millions) à échéance mars 2023. Les conditions de financement favorables lui ont en effet permis de revenir sur ce marché, qu'elle avait délaissé depuis 2009. Ces trois émissions ont toutes été exécutées dans le cadre du programme *Euro Medium Term Note* de la CEB.

Enfin, une émission de AUD 100 millions à échéance mars 2024 a été lancée. Le vif intérêt des investisseurs a permis d'augmenter son montant (en puisant dans l'encours) de AUD 50 millions pour atteindre un total de AUD 150 millions (environ EUR 98 millions). Ce financement en dollars australiens a été levé dans le cadre du programme national *Australian Medium Term Note* de la CEB.

Opérations de financement dans la devise d'origine en 2014 :

(Toutes les opérations de financement ont été converties en EUR par des swaps de couverture)





Chiffres clés *(en € millions)*	2013	2012
Prêts décaissés dans l'année	1 845	1 584
Projets approuvés dans l'année	2 274	1 798
Engagements de financement signés dans l'année	2 262	1 019
Encours de prêts	12 582	12 131
Fonds propres *(après affectation du résultat)*	7 320	7 116
Capitaux propres *(après affectation du résultat)*	2 460	2 262
Total du bilan	24 485	26 858
Résultat net	111,3	120,2

Approbation des comptes 2013

Le 4 avril 2014, le Conseil de direction a approuvé les comptes de la CEB pour l'exercice 2013. La CEB continue d'afficher une rentabilité satisfaisante dans un environnement encore difficile. Le résultat net de la CEB s'élève à € 111,3 millions dont la totalité a été affecté aux réserves, portées ainsi à € 1 895 millions. Après affectation du résultat, les capitaux propres passent de € 2 262 millions à fin 2012 à € 2 460 millions à fin 2013 (+ 9%). Le total du bilan s'élève à € 24,5 milliards.

Alors qu'une reprise économique se profile en Europe, la CEB a adopté un nouveau Plan de Développement pour la période 2014-2016 qui a pris effet le 1er janvier 2014. Approuvé à l'unanimité par le Conseil de direction, ce plan reflète le vif soutien des États membres à la Banque et à son mandat unique en faveur de la cohésion sociale, avec un accent particulier en faveur de l'emploi.

Parallèlement, la CEB a révisé son cadre prudentiel, qui est entré en vigueur au 1er janvier 2014, confirmant ainsi sa politique de gestion des risques rigoureuse qui vient conforter la solidité financière et la réputation de la Banque sur les marchés financiers internationaux.

Financial activities

Issuance of the CEB on 31 March 2014

In order to cover lending needs and maintain a satisfactory liquidity level, a number of issues have been launched since the beginning of 2014.

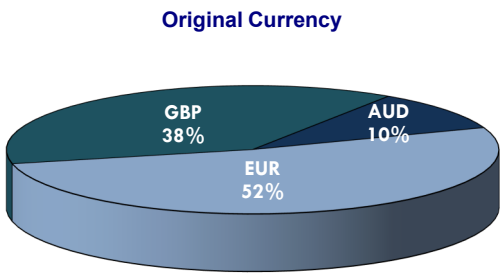
The CEB has so far raised a total amount of EUR 1.15 billion, representing 29% of the 2014 borrowing authorisation of EUR 4 billion. All funding operations have been combined with hedging swaps, which eliminate both the interest rate risk and the currency risk.

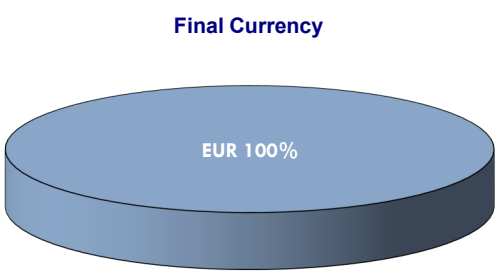
This amount has been raised through five issues under four different currencies and maturities ranging from 2018 to 2024.

The inaugural issue of 2014 was launched in February for an amount of EUR 500 million with maturity of October 2018. This was a re-opening of the EUR 1 billion benchmark launched in October 2013, taking the total outstanding amount to EUR 1.5 billion. The EUR issuance was followed by a GBP 300 million (approximately EUR 364 million based on the exchange rate at the time of issuance) issue with maturity of December 2018. CEB has also been active in Swiss francs with a new CHF 225 million (approximately EUR 184 million) issue with maturity of March 2023. Favourable funding conditions permitted the CEB to return to the CHF market for the first time since 2009. These three issuances were all executed under the CEB's Euro Medium Term Note Programme.

Finally, an AUD 100 million issue was launched with maturity of March 2024. Important investor interest permitted to increase the issue amount (tap of existing outstanding issue) with another AUD 50 million to take the amount to a total of AUD 150 million (approximately EUR 98 million). The AUD funding were raised under CEB's domestic Australian Medium Term Note Programme.

Funding transactions 2014 in original currency:
(All funding transactions have been converted into EUR by hedging swaps)





Key figures *(in € million)*	2013	2012
Loans disbursed during the year	1 845	1 584
Projects approved during the year	2 274	1 798
Financing commitments signed during the year	2 262	1 019
Loans outstanding	12 582	12 131
Own funds *(after allocation of profit)*	7 320	7 116
Equity *(after allocation of profit)*	2 460	2 262
Total assets	24 485	26 858
Net profit	111.3	120.2

Approval of the accounts for 2013

On 4 April 2014, the Governing Board approved the CEB's accounts for the financial year 2013. In a still challenging environment CEB's profitability continues to be satisfactory. The CEB's net profit amounts to € 111.3 million; the entire amount was allocated to the reserves which thus reached a total level of € 1 895 million. After allocation of profit, equity rose from € 2 262 million at end 2012 to € 2 460 million at end 2013 (+ 9%). Total assets reached € 24.5 billion.

As the economic recovery is picking up in Europe, the CEB has adopted a new Development Plan for 2014-2016 which took effect on 1st January 2014. Unanimously approved by the Governing Board, this plan highlights the Member States' strong support for the Bank and its unique mandate in favour of the social cohesion, in particular through loans supporting employment.

In parallel, the CEB has reviewed its prudential framework, with effect as of 1st January 2014, and confirmed its rigorous risk management policy with a view to strengthening the Bank's financial robustness and reputation on the international financial markets.

Donner corps aux valeurs internes de la CEB

Un des projets RH les plus importants lancés fin 2013 concerne la définition des valeurs internes à la Banque. Ceci, en réponse à l'une des premières demandes formulées par l'équipe de plan d'action CEB à l'issue de l'enquête sur l'engagement et la motivation des agents. Le projet entend promouvoir le sens de l'intérêt collectif, développer un langage commun permettant aux agents de mieux travailler ensemble ainsi qu'améliorer les comportements professionnels et la cohésion au sein du personnel.

L'équipe RH a travaillé en étroite collaboration avec le Comité du Personnel tout au long du projet. Ensemble, ils ont défini l'approche la plus adéquate *top-down* et *bottom-up*, sélectionné un prestataire et coordonné les différentes étapes du projet. Cette initiative conjointe a réuni un groupe de volontaires qui ont établi un système commun de valeurs et bénéficié de l'appui total du Management. Ce groupe est représentatif du personnel de la Banque, à raison de 54% de participantes et 46% de participants, et d'une bonne représentation des catégories d'agents à travers 60% de ces volontaires de catégorie A (cadres) et 40% d'entre eux de catégories B et C.

Tous les agents ont été invités à une réunion d'information générale fin décembre 2013, au cours de laquelle ont été présentés l'objectif et le processus d'élaboration du projet. Début janvier 2014, le prestataire sélectionné, Adaliance, a ensuite recueilli des informations pour développer les axes de développement, au travers d'entretiens individuels avec le Gouverneur puis avec les Directeurs ainsi qu'au moyen de groupes de réflexion composés d'agents volontaires et d'une réunion des Directeurs. Pendant tout le mois de janvier, se sont tenues plusieurs réunions de groupes de réflexion avec des agents volontaires. Les premières réunions ont débuté par l'analyse du système de valeurs existant. La deuxième phase de réunions a été axée sur la définition des valeurs existantes et futures à la Banque, et les dernières réunions se sont concentrées sur la mise en pratique des valeurs en alignant les comportements adéquats aux valeurs ainsi définies, ce qui doit être compris comme les conditions du succès d'un tel projet.

La Banque a ainsi défini les 5 valeurs clés qui lui sont propres – Engagement, Coopération, Créativité, Transparence et Professionnalisme – couvrant ainsi la raison d'être et le fonctionnement de la Banque, le savoir-être et le savoir-faire. Pour chaque valeur, des tableaux ont été élaborés définissant les ambitions, les comportements et les exemples d'actions possibles.



Les résultats du projet sur les valeurs internes seront présentés à l'ensemble des agents de façon participative invitant chaque personne à partager et prendre un rôle actif dans la mise en pratique de ces valeurs. Ils seront aussi publiés sur le site intranet de la Banque.

Ce projet a permis à chacun de réfléchir sur l'actuel système de valeurs tout en se projetant vers l'avenir. Il a favorisé la communication, le partage d'expériences, l'engagement et la coopération. L'équipe RH s'engage à faire usage des travaux réalisés et de poursuivre les efforts pour promouvoir les valeurs internes au sein de la CEB.

Responsabilité sociale d'entreprise

Le Rapport annuel sur la responsabilité sociale d'entreprise (RSE) rend compte de la contribution d'ensemble de la CEB à un développement socialement et écologiquement durable. Ce rapport est présenté aux organes collégiaux de la Banque avant d'être mis en ligne sur son site web.

Le reporting sur la RSE fait l'objet cette année de deux évolutions importantes. D'une part, le rapport dédié est publié en même temps que le Rapport du Gouverneur 2013, ce qui permet de présenter une vision plus complète et mieux articulée de l'activité de la CEB. D'autre part, les principales rubriques du rapport RSE seront développées directement sur le site web de la Banque dans les mois à venir puis actualisées en cours d'exercice en tant que de besoin. Ceci offrira ainsi une information publique à la fois plus riche, plus vivante et plus à jour.

Ce rapport RSE s'accompagne de l'index des indicateurs GRI (Global Reporting Index) renseigné selon les normes G3 applicables.

Corporate responsibility

Fleshing out the CEB internal values

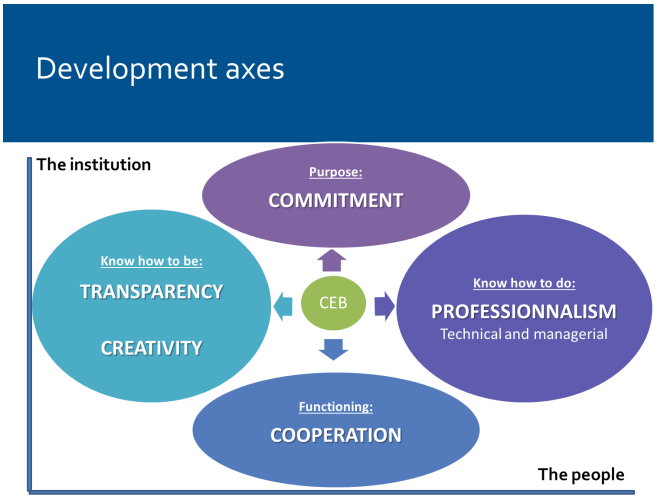
One of the central HR projects launched in 2013 concerns the definition of internal values at the Bank in response to one of the first requests made by the CEB action plan following the staff engagement and motivation survey. The project aims at promoting a common sense of purpose, developing a meaningful common language to enable staff to work better together as well as enhancing professional behaviour and cohesion among staff.

The HR team worked with the Staff Committee all along this project. Together, they defined the most appropriate top-down and bottom-up approach, selected the service provider and coordinated the different phases of the project. This joint initiative brought together a dedicated group of volunteers that established a common value system and benefited from senior management's full support. The group of volunteers was well representative of staff with 54% of participants being women and 46% men. All categories were well represented with 60% of participants of category A staff and 40% of category B and C staff.

All staff members were invited to a town hall meeting at the end of December 2013 to explain to staff the purpose and process of the project. Beginning January 2014, the selected service provider Adaliance then gathered input to develop axis of development through individual interviews with the Governor and the Directors as well as through dedicated focus groups with staff and a Directors meeting. Throughout January 2014, various focus group meetings with volunteers were held. The first meetings started by an analysis of the existing value system. A second phase of meetings concentrated on the definition of existing and future values of the Bank and the last meetings focused on putting the values into practice by aligning appropriate behaviours to the defined values which can be seen as conditions for success of such a project.

The Bank therefore defined its five core values – Commitment, Cooperation, Creativity, Transparency and Professionalism – which covered the Purpose and Functioning of the Bank, the Know 'how to be' and Know 'how to do'. For each value, tables were elaborated defining ambitions, behaviours and examples of possible actions.

The results of the internal values project will be presented to all staff in a participatory manner inviting each and every one to share and take an active part



in putting these values into practise. They will also be published on the intranet site of the Bank.

This project enabled each staff member to think about the current value system with a forward looking approach. It fostered communication, sharing of experiences, commitment and cooperation. HR team is committed to using the completed work as a basis for further efforts to promote internal values at the CEB.

Corporate social responsibility

The Annual Report on Corporate Social Responsibility (CSR) describes the CEB's overall contribution to socially and environmentally sustainable development. This report is presented to the Bank's collegial organs before being posted on the CEB's website.

Two significant changes have been introduced to the Bank's CSR reporting this year. On the one hand, the dedicated report is being published at the same time as the Report of the Governor 2013, which helps to present a more comprehensive and coherent view of the CEB's activities. On the other hand, the main headings of the CSR report will be developed further on the Bank's website in the coming months and then updated as necessary. This will ensure that the public has access to more detailed, dynamic and up-to-date information.

This CSR report is accompanied by GRI (Global Reporting Index) indicators completed in accordance with applicable G3 standards.

Agenda

Publications

CEB INFO

Ressources Humaines

Rainer Lovato, nommé responsable de pays principal au sein de la Direction Prêts & Développement Social (L&D) le 1er janvier
Vitomir Miles Raguz, nommé responsable de pays principal au sein de la Direction Prêts & Développement Social (L&D) le 1er janvier
Konstantinos Doulamis, arrivé le 10 février au poste de Chargé des relations extérieures - Cabinet du Gouverneur
Conor Mooney, arrivé le 1er mars au poste de Conseiller Technique, Architecte/Ingénieur - Direction Préparation & Suivi Techniques (TAM)
Victor Agius, nommé Directeur Adjoint, dirigera la Direction de la Préparation & Suivi Techniques (TAM) ad interim suite au départ du Directeur, **Roberto Cacciola,** le 31 mars

Human Resources

Rainer Lovato, appointed as Principal Country Manager in the Directorate Loans & Social Development (L&D) on 1 January
Vitomir Miles Raguz, appointed as Principal Country Manager in the Directorate Loans & Social Development (L&D) on 1 January
Konstantinos Doulamis, arrived on 10 February on the post of External Affairs Officer - Cabinet of the Governor
Conor Mooney, arrived on 1 March to the post of Technical Advisor, Architect/Engineer - Directorate for Technical Assessment and Monitoring (TAM)
Victor Agius, appointed as Deputy Director, will lead the Directorate of Technical Assessment and Monitoring (TAM) following the departure of the Director, **Roberto Cacciola,** on 31 March

Agenda

4 avril : Réunion du Conseil de direction de la CEB (Paris)

8-13 avril : Assemblées de printemps de la Banque mondiale et du FMI (Washington, D.C.)

2-5 mai : Réunion annuelle de la Banque Asiatique de Développement (Astana-*Kazakhstan*)

14-15 mai : Réunion annuelle de la BERD (Varsovie)

19-23 mai : Réunion annuelle de la Banque Africaine de Développement (Kigali)

12-15 juin : Réunion Commune de la CEB (Sarajevo)

4 April : Meeting of the CEB's Governing Board (Paris)

8-13 April : Spring meetings of the World Bank and the IMF (Washington, D.C.)

2-5 May: Annual meeting of the Asian Development Bank (Astana-*Kazakhstan*)

14-15 May: Annual meeting of the EBRD (Warsaw)

19-23 May: Annual meeting of the African Development Bank (Kigali)

12-15 June: Joint Meeting of the CEB (Sarajevo)

Publications

Parutions récentes

Rapport du Gouverneur 2013
Rapport sur la Responsabilité Sociale d'Entreprise 2013
"*Ageing populations in Europe: challenges and opportunities for the CEB*" (étude de la CEB en anglais)

Recently released

Report of the Governor 2013
Corporate Social Responsibility Report 2013
"Ageing populations in Europe: challenges and opportunities for the CEB" (CEB Study)

A propos de la CEB ...

Fondée en 1956, la CEB (Banque de Développement du Conseil de l'Europe) compte 41 États membres, dont 22 pays d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est formant les pays cibles de la Banque.
Instrument majeur de la politique de solidarité sociale en Europe, elle finance des projets sociaux en mettant à leur service des ressources levées dans des conditions reflétant la qualité de sa signature. Elle accorde ainsi des prêts à ses États membres, à des institutions financières et à des collectivités locales, pour le financement de projets dans le domaine social, conformément à son Statut.

About the CEB ...

Set up in 1956, the CEB (Council of Europe Development Bank) has 41 Member States. 22 Central, Eastern and South Eastern European countries, forming the Bank's target countries, are listed among the Member States.
As a major instrument of the policy of solidarity in Europe, the Bank finances social projects by making available resources raised in conditions reflecting the quality of its rating. It thus grants loans to its Member States, to financial institutions and to local authorities for the financing of projects in the social sector, in accordance with its Articles of Agreement.

55 avenue Kléber • F-75116 PARIS
Tel: +33 (0)1 47 55 55 00 • Fax: +33 (0)1 47 55 03 38 • e-mail: info@coebank.org